

Journée de rentrée : Discours de Philippe GAERTNER, Président du CNPS

Mesdames, Messieurs, Mesdames,

Messieurs les Présidents de syndicats membres du CNPS,
Mesdames, Messieurs les Présidents et représentants des CDPS et CRPS,

Mes Chers Amis,

Je suis particulièrement heureux de constater que vous êtes toujours plus nombreux et fidèles à ce traditionnel rendez-vous de rentrée du CNPS et je vous en remercie. Votre présence témoigne de votre attachement à l'interprofessionnalité et tant pis pour ceux qui cherchent à nous diviser. Et parce que nombre d'entre vous sont cadres dans leur syndicat, votre présence témoigne aussi de votre engagement collectif – plus exactement de notre engagement collectif – au service des patients.

A quelques mois d'une échéance décisive pour l'avenir du pays, nous avons décidé d'inscrire cette journée de rentrée dans l'agenda des élections présidentielles. Le CNPS, en tant qu'intersyndicale, considère que les libéraux de santé doivent faire campagne pour que les questions de santé ne se résument pas à quelques toutes petites lignes reléguées en queue de programme... et parce qu'on ne peut pas faire autrement.

En 2012, cette question était passée inaperçue dans les programmes des finalistes de la présidentielle. Et pourtant, il y avait tant à dire, tant à faire et tant à reconstruire... après la réforme dévastatrice HPST et le retour de la politique d'austérité en santé. Et ce n'est pas faute de le leur avoir dit, ni soufflé des idées ici même au CNPS. Le président du CNPS de l'époque, Michel Chassang, qui nous rejoindra cet après-midi, pourra vous le rappeler.

Aujourd'hui, en 2016, il faut le dire, les libéraux de santé dont la situation s'est considérablement dégradée, sont en crise. Le système de santé a été complexifié par l'ajout de structures multiples qui visent à émousser le pouvoir et la capacité d'action de vos syndicats pour laisser les mains libres à la technostructure.

Les deux dernières réformes du système de santé, les lois HPST et la récente loi de modernisation en sont responsables, car au lieu d'assouplir et de simplifier, elles ont toutes deux contribué à renforcer la mainmise de l'Etat. Ces deux réformes ont commis la même erreur majeure en n'engageant pas la refonte du modèle hospitalier.

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas qu'un récent classement publié dans le très sérieux Lancet, relègue la France au 24ème rang des pays en matière de santé. En Europe, nous sommes devancés par le Royaume Uni, l'Espagne et l'Italie.

La France n'est donc plus enviée pour son système de santé, mais ce n'est pas une fatalité irréversible. A condition d'agir. Et vite !

Le CNPS a dressé un état des lieux lucide : nous sommes confrontés à trois crises.

La première est une crise structurelle. Le virage ambulatoire, pourtant annoncé comme la priorité de la Stratégie nationale de santé, n'a pas été fait. Il y a encore 1,7 fois plus de lits d'hôpital en France qu'en Allemagne, pays qui compte pourtant plus de population. Mais surtout, et cela nous exaspère, l'hôpital public est devenu tentaculaire et n'a de cesse de capter l'activité et les budgets des soins de ville. Ainsi, pour prendre un exemple explicite : l'HAD qui pourtant coûte à la collectivité 60% plus cher que les solutions libérales, est en train de devenir une filière de sortie d'hospitalisation.

La seconde est une crise des ressources. Les plans d'économie successifs ont laissé les soins de ville libéraux exsangues. Au cours des cinq dernières années, le niveau des économies imposées a doublé : il est passé de 2,2 milliards d'euros en 2012 avec un ONDAM de 2,8 %, à 4,05 milliards d'euros en 2017 pour un ONDAM prévu à 2,1 %. Les effets de cette maîtrise ont principalement porté sur les soins de ville qui se sont vus, en outre, affecter une part croissante de dépenses de l'hôpital, notamment à travers les prescriptions hospitalières exécutées en ville.

Le CNPS considère que le PLFSS 2017 n'apporte, une fois de plus, aucun signal de détente sur les soins de ville. Le relèvement à 2,1% de l'ONDAM démontre qu'une progression de l'ONDAM en dessous des 2% est intenable. Mais, assorti d'un plan de plus de 4 milliards d'économies, il n'apporte pas la bouffée d'oxygène tant espérée. Au contraire, les marges de manœuvre ainsi apportées, sont fléchées et destinées, en premier lieu, à permettre les augmentations des salaires hospitaliers.

Surtout, le PLFSS 2017 réédite des mesures délétères telles que les 165 millions d'euros de baisse sur les honoraires des professionnels de santé, et impose 700 millions d'euros de maîtrise comprenant une maîtrise des volumes des médicaments. Et l'une des rares mesures susceptibles d'être positives, l'amélioration de la protection maternité, très attendue par toutes les professions, ne sera réservée qu'à certaines, oubliant les consœurs des autres professions. Le CNPS se mobilisera sur ce sujet dans le cadre du débat parlementaire pour faire bouger les lignes et rétablir l'équité.

Le PLFSS 2017 ne permettra donc pas de « réparer » nos professions et leur donner les moyens dont elles ont besoin pour se moderniser et s'organiser afin de travailler mieux et de façon plus coordonnée.

Et ce ne sont pas les réseaux de soins, quelles que soient les pseudo-études de satisfaction des complémentaires santé, qui vont nous aider.

Je voudrais rappeler que les réseaux de soins et les plateformes, non seulement portent atteinte à la liberté de choix des patients, mais surtout, dégradent la qualité des soins. L'exemple de DENTEXIA a démontré, si le doute était permis, où conduisent les dérives du low cost. Nous appelons, ici au CNPS, d'une part, à l'évaluation publique des réseaux, comme la loi Le ROUX le prévoit, et nous réclamons leur encadrement pour instaurer une négociation nationale directe entre les complémentaires et les syndicats. Il faut donner un coup d'arrêt immédiat et définitif à celles et ceux qui tentent d'entraîner la santé sur le terrain de la consommation. On ne va pas chez un professionnel de santé comme on va dans une grande surface, pour les promotions !

Et enfin, la troisième crise, celle qui me semble la plus grave, c'est une crise de confiance. Jamais, les Libéraux de santé n'ont autant douté. Le sondage que nous avons confié à HARRIS INTERACTIVE montre que l'inquiétude des professionnels de santé libéraux à la fois pour l'avenir de l'organisation des soins et l'avenir même de leur activité atteint un niveau inédit. Mais surtout, cette vive inquiétude rejoint celle des patients.

D'engagements non tenus en concertations alibis qui ont conduit à l'explosion de conflits multiples, il ne faut pas chercher très loin la cause du malaise.

Ce constat, et le dernier point en particulier, commandent des changements profonds. Et le premier consiste à établir un dialogue confiant et serein entre les syndicats représentatifs des professionnels de santé et les pouvoirs publics.

C'est pourquoi, nous avons décidé, une fois encore et fidèles à notre habitude, de proposer nos remèdes à ce nouveau mal français. Nous nous sommes appuyés sur deux sondages, l'un auprès des Français, le second auprès des professionnels. Jean-Daniel LEVY, Directeur du Département Politique & Opinion d'Harris Interactive, vous les présentera tout à l'heure. Et j'en profite pour l'en remercier.

Nous avons défini trois grandes priorités, à l'intérieur desquelles nous avons décliné des mesures de bon sens pour remettre le système de santé en ordre de marche et permettre aux soins de proximité libéraux, qui restent plus que jamais plébiscités par les Français de revenir au premier plan. Ces trois priorités sont :

- Recréer de la confiance par une transformation de la gouvernance de la politique de santé ;
- Construire l'offre de soins du XXIème siècle avec les Libéraux de santé ;
- Oser donner la priorité aux soins de ville libéraux.

Cet ensemble, que je détaillerai un peu plus tard dans la matinée, constitue, en quelque sorte, le programme présidentiel des Libéraux de santé. Et le CNPS fera campagne avec détermination, afin que les propositions qu'il contient soient reprises dans les programmes des candidats à l'élection présidentielle. Puis concrétisés par celui que les Français porteront à l'Élysée.

Je précise tout de suite, afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté, que le CNPS ne mène pas d'action partisane, ni politicienne.

Nous avons souhaité inviter aujourd'hui, les rédacteurs des programmes de futurs candidats. Mais l'exercice n'est pas simple. Pour ce qui est des Républicains, nous n'avons pas voulu écarter quiconque, mais au regard du nombre de candidats en lice pour la primaire, et de la nécessité d'équilibrer les temps de parole entre les partis, nous avons retenu d'inviter les principaux.

Ainsi, cet après-midi, nous donnerons successivement la parole à

- M. Jean LEONETTI, Député des Alpes-Maritimes, représentant de M. Alain JUPPE pour Les Républicains ;
- Mme Marie Christine FAVROT, Secrétaire nationale pour les questions de santé à l'UDI
- M. Philippe JUVIN, Député européen, porte-parole santé de M. Nicolas SARKOZY pour Les Républicains
- M. David CORMAND, secrétaire national d'Europe Écologie - Les Verts

Et enfin, nous aurons un message vidéo de M. Bruno LE MAIRE, également candidat à la primaire des Républicains.

Il y aura cependant un absent : le Parti Socialiste.

Nous avons sollicité le Parti Socialiste, naturellement et par souci de permettre une expression la plus vaste possible. Mais celui-ci n'a pas souhaité nous envoyer de représentant, Sachez que nous avons insisté et tapé à toutes les portes de la Rue de Solférino au ministère de la santé. On nous a donné une explication plus que lapidaire qui tient en quelques mots : pas de programme, pas de candidat, pas d'intervention ! J'ai la faiblesse de penser qu'il y avait au moins un bilan à défendre... En tous cas, je considère que c'est un affront fait aux professionnels de santé libéraux, aux syndicats et au CNPS !

Pour ceux qui nous font l'honneur de leur présence, et que je remercie d'autant plus, ils se livreront à un exercice imposé. Avec un temps de parole limité à 30 minutes, les interventions se dérouleront en trois temps : tout d'abord la présentation de leur programme, ensuite leur position au regard des propositions du CNPS. Enfin, les orateurs pourront répondre ou réagir aux questions ou remarques que vous pourrez faire par SMS en tapant « CNPS2017 » et qui défileront à l'écran.

Je vous demande toutefois de laisser nos invités s'exprimer par courtoisie et par esprit républicain. Je comprends que vous puissiez vouloir réagir à l'énoncé de certaines propositions. Vous pouvez le faire par SMS. Toutefois, je compte sur vous pour respecter l'expression de chacun, car c'est l'objet de ce grand oral.

Je vous en remercie d'avance.

Je souhaite à chacune et chacun d'entre vous une belle et riche journée de rentrée, dont l'organisation a été rendue possible grâce au soutien fidèle de nos partenaires de la MASCSF. Et, je salue Nicolas GOMBAULT, Directeur Général de la MASCSF - Le Sou Médical.

Merci à vous.

Comme vous êtes impatients de connaître les résultats des sondages, je donne la parole à Jean-Daniel LEVY, Directeur du Département Politique & Opinion d'Harris Interactive

Mais auparavant, je vous propose de regarder ce pensent les Français de notre système de santé en images.